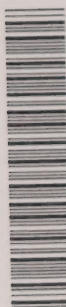




Export Trade Development Board
Commission pour l'expansion du
commerce extérieur



3 1761 12061849 1

RAPPORT ANNUEL 1984



Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761120618491>



14 000 00000 1984

COMMISSION POUR L'EXPANSION DU COMMERCE EXTÉRIEUR
RAPPORT ANNUEL

Monsieur le Ministre,

J'ai le plaisir de vous présenter ci-joint, le troisième rapport
annuel de la Commission pour l'Expansion du Commerce Extérieur pour
le période commençant en janvier 1984.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, l'expression de mes
salutations distinguées.

Robert L. Bouché
Président



Export Trade Development Board
Commission pour l'expansion du
commerce extérieur

Le 1^{er} octobre 1984

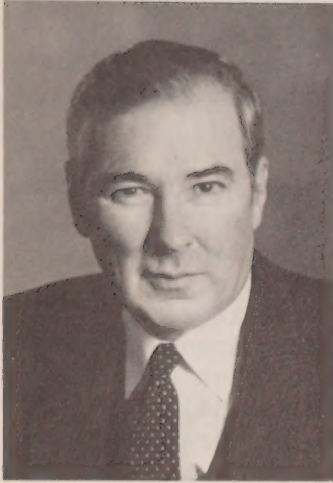
L'honorable James Francis Kelleher, C.P., député
Ministre du Commerce extérieur
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

J'ai le plaisir de vous présenter, ci-joint, le troisième rapport annuel de la Commission pour l'expansion du commerce extérieur pour la période commençant en septembre 1983.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Roger E. Hatch
Président



MOT DU PRÉSIDENT

Pendant l'année qui s'est écoulée, la Commission pour l'expansion du commerce extérieur s'est surtout attachée à conseiller le ministre du Commerce extérieur, à mener des consultations avec des fonctionnaires et à surveiller les activités du gouvernement en matière de commerce extérieur. Elle a dû s'écarter de la voie empruntée au cours des deux premières années, alors que la priorité était accordée à des questions précises nécessitant une attention immédiate.

La Commission ayant ainsi délaissé la lutte ponctuelle pour un mode de fonctionnement davantage planifié, il est moins aisé de cerner les grandes questions à l'égard desquelles son influence s'est fait profondément sentir sur les décisions du gouvernement, mais sa contribution au processus décisionnel peut, en réalité, avoir été plus importante.

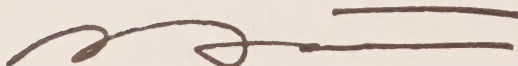
Cette transformation a également permis d'élargir le rôle des sous-comités créés pour mener les travaux ayant trait à chaque grande question. Les présidents et les membres de ces sous-comités ont accepté, dans chaque cas, de voir leur charge de travail s'alourdir sensiblement surtout si l'on considère le petit groupe de soutien à temps partiel que le Secteur de l'expansion du commerce extérieur du ministère des Affaires extérieures met à la disposition de la Commission. Celle-ci peut ainsi fonctionner avec un budget très réduit, mais ses membres doivent abattre un travail considérable. Leurs noms figurent à l'annexe II, et je désire souligner les efforts accomplis par chacun d'eux à ce chapitre.

Afin d'empêcher que leur participation ne devienne un fardeau, les membres sont remplacés après, en moyenne, trois années de service. Cette année, les membres sortants sont Liisa Nichol,

Harold Crookell et Billy Rix, qui ont tous apporté une contribution substantielle pendant leur mandat de trois ans. MM. Crookell et Rix étaient également membres du Comité d'examen des services de promotion des exportations, dont les travaux ont abouti à la création de la Commission pour l'expansion du commerce extérieur.

Dans le rapport de l'an dernier, je soulignais que la gestion du portefeuille du commerce, qui a connu cinq titulaires en cinq ans, était un exercice difficile pour les ministres. La tradition se poursuit avec le départ de MM. Regan et Fox et la nomination de M. Kelleher. Cette succession de titulaires offre l'avantage de confier d'autres portefeuilles à des ministres qui comprennent l'importance du commerce pour le Canada et connaissent, dans une certaine mesure, les complexités de la situation. Néanmoins, il y a à cela des inconvénients et tout compte fait il serait, préférable à mon avis que le titulaire reste en fonction plus longtemps.

L'économie mondiale se remet actuellement de la terrible récession dont tous les pays ont été victimes, mais de graves difficultés économiques et financières subsistent. De nombreux pays en développement sont lourdement endettés et, partant, arrivent difficilement à acheter à l'étranger à cause du loyer élevé de l'argent. La valeur du dollar canadien a chuté par rapport à celle du dollar américain, mais elle a augmenté comparativement à celle de la plupart des autres devises, diminuant ainsi la compétitivité des exportations canadiennes sur les marchés mondiaux. Les exportateurs canadiens se heurtent à une concurrence plus vive de la part des fournisseurs étrangers dont les coûts sont, toute proportion gardée, actuellement moins élevés et qui peuvent bénéficier d'une aide gouvernementale considérable sous une forme ou une autre. Devant cette situation, nous devons multiplier nos efforts. Le taux d'accroissement de nos exportations au cours des dix-huit derniers mois est encourageant, compte tenu de ces difficultés, mais il reste encore beaucoup à faire pour affermir notre position. Les intervenants des secteurs privé et public doivent faire leur part si nous voulons continuer de relever notre niveau de vie en exportant davantage. Les membres de la Commission pour l'expansion du commerce extérieur sont déterminés à poursuivre cet objectif.

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized, flowing script that ends in a horizontal line.

EXPORTATIONS DU CANADA

L'année 1983 a été meilleure pour le commerce international. La valeur des biens transigés a augmenté de 2 % pendant que l'économie mondiale s'extirpait de la récession, qui avait été la cause d'une baisse effective de la valeur des échanges en 1982. Les exportateurs canadiens ont réussi à hausser leurs ventes de 7,6 % selon la valeur en douane, surpassant ainsi la moyenne mondiale en 1983. Il s'agit d'un pourcentage inférieur aux taux de croissance obtenus à la fin des années 70 et au début des années 80, mais il est nettement supérieur à celui de 0,9 % obtenu en 1982. La part du Canada dans les échanges internationaux est passée à 3,9 %; la relance observée depuis le faible 3,2 % obtenu en 1980 s'est donc poursuivie.

Il sera difficile de conserver un excédent aussi élevé dans les années à venir. Une baisse pourrait avoir des répercussions sur le taux de change et créer une situation risquant d'entraîner une hausse des taux d'intérêt qui nuirait à notre compétitivité future sur les marchés d'exportation.

Commerce canadien des marchandises

	<u>Total des exportations</u> <u>(en milliards de dollars)</u>	<u>Variation en %</u>	<u>Exportations</u> <u>canadiennes en % du</u> <u>commerce mondial</u>
1979	65,6	23,4	3,4
1980	76,2	16,0	3,2
1981	83,8	10,0	3,6
1982	84,5	0,9	3,7
1983	91,0	7,6	3,9
6 mois 1983	44,3	2,7	
6 mois 1984	55,8	25,9	

De 1982 à 1983, les exportations canadiennes destinées aux États-Unis ont augmenté sensiblement. Elles ont très peu progressé au Japon et ont chuté dans la Communauté économique européenne et dans d'autres régions.

Total des exportations

(en milliards de dollars)

	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>Variation</u>
États-Unis	57,7	66,3	8,6
C.E.E.	7,5	6,8	(0,7)
Japon	4,6	4,8	0,2
Autres pays	14,7	13,1	(1,6)
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
TOTAL	84,5	91,0	6,5

Les écarts sont attribuables à la forte demande de véhicules automobiles aux États-Unis et à l'incidence des fluctuations des taux de change. En effet, la valeur du dollar canadien s'est raffermie en 1983, comparativement à celle de la plupart des autres devises, et est demeurée assez stable par rapport au dollar américain. Il en est résulté un accroissement des ventes aux États-Unis, qui sont passées de 68,2 % en 1982 à 72,9 % en 1983. Ce pourcentage rarement obtenu est nettement supérieur à la moyenne de 67 % des quinze dernières années. Si l'on exclut les États-Unis, la valeur des exportations à destination de tous les autres pays a chuté de 2,1 milliards de dollars en 1983.

Sur le plan sectoriel, l'accroissement des exportations s'est surtout fait sentir dans le secteur du matériel de transport et de communications (principalement les véhicules automobiles). Les ventes de produits ouvrés non comestibles ont également considérablement augmenté, surtout en ce qui concerne le bois de construction. Les exportations de machines et de matières brutes non comestibles ont chuté en 1983, le recul dans cette dernière catégorie étant surtout attribuable à la chute des ventes de gaz naturel aux États-Unis.

Total des exportations

(en milliards de dollars)

	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>Variation</u>
Transport et communications	22,0	26,3	4,3
Produits ouvrés non comestibles	28,2	30,3	2,1
Machines	2,9	2,7	(0,2)
Matières brutes non comestibles	14,8	14,4	(0,4)
Aliments, aliments pour animaux, boissons et tabacs	9,9	10,1	0,2
Autres	9,6	7,1	0,4
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
TOTAL	84,5	91,0	6,5

L'accroissement des ventes de véhicules automobiles, de moteurs et de pièces en 1983 a résulté de la reprise vigoureuse de l'économie américaine et de l'application du pacte de l'automobile entre les deux pays, aux termes duquel les fabricants d'automobiles peuvent pratiquer le libre-échange dans ce secteur à condition de respecter certaines exigences. Le tableau aurait été fort différent en l'absence de l'un ou l'autre de ces facteurs et si les exportations dans le secteur automobile n'avaient pas augmenté. En effet, l'accroissement des exportations n'aurait été que de 2 %, soit 1,7 milliard de dollars, alors qu'il était de 7,6 %, soit 6,5 milliards de dollars.

Ces chiffres permettent de tirer deux conclusions. Premièrement, il est évident que le Canada est de plus en plus dépendant du marché américain pour ses exportations, malgré les efforts déployés au fil des ans pour diversifier ses ventes. En raison de la proximité géographique des États-Unis et des récentes fluctuations des taux de change qui ont entraîné la hausse du prix des marchandises canadiennes dans presque tous les autres pays, une telle dépendance est probablement inévitable, mais elle doit être réévaluée à l'occasion, afin de voir s'il existe d'autres options. Deuxièmement, l'incidence très positive de l'accord de libre-échange dans le secteur de l'automobile joue nettement en faveur d'une libéralisation des échanges avec les États-Unis dans d'autres secteurs, ainsi qu'avec d'autres pays lorsque les deux partenaires peuvent y gagner.

Le Canada a continué d'afficher un excédent commercial important en 1983, mais les importations ont augmenté davantage que les exportations, du fait de la reprise économique au Canada; le solde du commerce des marchandises est ainsi tombé de 16,6 milliards de dollars en 1982 à 15,4 milliards en 1983.

Solde de la balance commerciale

(en milliards de dollars)

	<u>1982</u>	<u>1983</u>	<u>Variation</u>
États-Unis	9,8	12,2	2,4
C.E.E.	1,8	0,9	(0,9)
Japon	1,1	0,4	(0,7)
Autres	3,9	1,9	(2,0)
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
TOTAL	16,6	15,4	(1,2)

L'accroissement considérable de l'excédent avec les États-Unis a été largement compensé par des baisses dans d'autres secteurs, mais il convient de souligner que le solde du commerce des marchandises est demeuré excédentaire dans le cas du Japon et de la Communauté économique européenne.

Les chiffres des six premiers mois de 1984 révèlent un excédent commercial de 9,9 milliards de dollars, qui pourrait atteindre 20 milliards pour l'année. Cet accroissement par rapport à 1983 résulte d'une baisse des importations attribuable au ralentissement de l'économie canadienne. Bien qu'il soit encourageant, il ne peut être considéré comme entièrement positif.

QUESTIONS INTÉRESSANT LES EXPORTATEURS

Parmi les nombreuses questions étudiées par la Commission pendant l'année, les points suivants ont été jugés suffisamment importants pour justifier la création de sous-comités chargés de mener des études exhaustives.

Mesures fiscales touchant le commerce d'exportation

(Président: Ted Newall)

Comme elle l'a déjà indiqué, la Commission n'a pas tardé à reconnaître l'incidence qu'ont sur les exportations le niveau et la nature des impôts prélevés par le Canada, comparativement à ceux dont sont frappés nos concurrents sur les marchés étrangers. La Commission avait alors recommandé au ministère des Finances de commander à un organisme de recherche indépendant une étude détaillée sur cette importante question. Le Conseil consultatif de la recherche commerciale internationale du Conference Board du Canada a été choisi à cette fin et a commencé ses travaux en septembre 1983.

La première étape, qui devrait s'étendre sur environ dix-huit mois, consiste en un examen détaillé d'un certain nombre de secteurs industriels donnés. Dans chacun d'eux, des comparaisons seront établies entre le traitement fiscal des entreprises au Canada et celui réservé à certains de nos principaux concurrents. À cet égard, une firme d'experts-comptables a été chargée de recueillir les données nécessaires et de collaborer à l'analyse des modèles fiscaux du projet.

Le secteur de la chimie fera l'objet de la première étude, et le polyéthylène a été choisi comme le produit représentatif de cette industrie. Quatre autres secteurs ont été choisis: les produits forestiers, l'acier, les machines et le matériel de télécommunications. La collecte de données, ainsi que l'élaboration et l'analyse de modèles dans le secteur chimique sont presque terminées, et cette étude devrait être achevée sous peu. Les travaux viennent de commencer dans les secteurs de l'acier et des produits forestiers.

La deuxième étape consistera à déterminer les effets qu'aurait sur les exportations d'un secteur donné la modification éventuelle du régime fiscal canadien. Il faudra toutefois examiner l'économie canadienne en tant que système intégré plutôt que par secteur. Les travaux de la deuxième étape devraient se poursuivre pendant environ un an.

Lorsque les résultats des travaux du Conference Board seront connus, la Commission présentera des recommandations visant à corriger les lacunes du régime fiscal canadien qui nuisent à notre compétitivité sur les marchés d'exportation.

Rapports entre l'aide et le commerce (Président: Max Drouin)

La Commission s'est réjouie de voir, dans le budget de mars dernier, qu'au moins la moitié des nouveaux crédits prévus pour l'aide publique au développement seraient versés dans un fonds pour l'aide et le commerce international qui servira à soutenir la participation accrue des entreprises qui exportent dans les pays en développement ou qui y font affaire. Cette mesure est perçue comme une étape très positive visant à accroître l'aide et à multiplier les exportations pour ainsi créer plus d'emplois au Canada.

La Commission appuie fermement cet objectif et se propose de consulter d'autres représentants du secteur privé, notamment les syndicats et le patronat, afin d'élaborer des recommandations concernant l'utilisation des crédits et le rôle que pourrait jouer à cet égard la Société pour l'expansion des exportations. D'une manière générale, la Commission est d'avis qu'il s'agit d'un geste concret pour favoriser le développement économique des pays du Tiers Monde. Elle croit également que ces sommes devraient être consacrées à des secteurs dans lesquels les biens et services canadiens répondent à des besoins réels qu'il est impossible de satisfaire sur place.

La Commission a noté avec satisfaction la création récente à l'Agence canadienne de développement international (ACDI) d'une Direction générale de la coopération avec le milieu des affaires chargée d'assurer une meilleure liaison avec ce milieu en servant de point de convergence pour l'élaboration de politiques sur des questions comme le fonds pour l'aide et le commerce international, les fonctions de liaison et le programme de coopération industrielle. Cette mesure s'inspire directement de recommandations présentées par la Commission au sujet de la gestion du programme d'aide du Canada.

La Commission s'inquiète depuis un certain temps déjà du faible nombre de contrats accordés à des fournisseurs canadiens par des institutions financières internationales (IFI) comme la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, surtout si l'on considère les contributions versées à ces institutions. De récentes études révèlent que le Canada se classe entre le 7^e et le 12^e rang pour ce qui est des marchés obtenus, tandis qu'il se situe entre le 2^e et le 7^e rang pour ce qui est des contributions versées. Le rapport entre les contrats obtenus par le Canada et les contributions qu'il verse est en moyenne de 66 cents par dollar; il se situe entre 3,46 \$ et 2,04 \$ respectivement pour la plupart des pays concurrents d'Europe et le Japon. Cette piètre performance des entreprises canadiennes fait actuellement l'objet d'un examen afin de déterminer si la modification de la méthode de contribution (par exemple, davantage de cofinancement de projets avec les fonds de l'ACDI) et de la représentation du Canada au sein des institutions financières internationales permettrait d'améliorer la part des contrats accordés au Canada par les IFI.

Programmes et services de pays concurrents

(Président: Marcel Desjardins)

Il est généralement reconnu que le gouvernement doit aider les exportateurs canadiens à être concurrentiels sur les marchés étrangers en offrant des programmes et des services comparables à ceux des gouvernements d'autres pays industrialisés. Pendant l'année écoulée, une étude comparative a été faite à ce sujet.

Après avoir analysé les renseignements recueillis, il a été possible d'identifier quatre grandes questions méritant un examen approfondi, à savoir:

- La diffusion de renseignements sur les projets financés par les institutions financières internationales, de sorte que des fournisseurs canadiens compétents puissent présenter des soumissions.
- Le cofinancement - Il s'agit d'une pratique assez récente qui permet à des institutions financières internationales et à d'autres sources de s'unir pour financer de grands projets. Cette pratique est actuellement adoptée pour environ la moitié de la valeur des projets multilatéraux des banques de développement. Dans la mesure où l'admissibilité à la partie cofinancée des projets est limitée, elle peut avantager les sociétés admissibles et créer un obstacle de taille pour les entreprises non admissibles.
- Les assurances et le crédit - D'autres pays offrent divers programmes d'assurance à l'exportation qui varient à l'occasion. Il est important de suivre l'évolution de ces programmes et leurs répercussions sur la concurrence.
- La fiscalité - Outre la grande étude comparative dont il a été question ci-dessus, il serait utile de pouvoir recueillir des renseignements sur des programmes comme le régime DISC (Domestic International Sales Corporation) des États-Unis et le régime d'abaissement de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) en France et en Allemagne afin d'évaluer leur incidence sur les coûts de nos concurrents.

Compte tenu de l'importance de ces questions et de leur chevauchement avec les travaux d'autres comités, il a été décidé de les examiner dans le cadre des études sectorielles appropriées plutôt que séparément.

Libre-échange canado-américain (Président: Bruce Howe)

Conformément aux accords du GATT actuellement en vigueur, les droits de douane applicables à de nombreux produits diminueront progressivement au cours des prochaines années. Cependant, à la suite des récentes difficultés économiques, le recours au protectionnisme s'est intensifié, surtout par l'imposition d'obstacles non tarifaires. Par conséquent, les fournisseurs canadiens se heurtent à une vive concurrence internationale sans avoir librement accès à un vaste marché assuré, contrairement à leurs principaux concurrents. Il est possible de corriger la situation en garantissant un accès élargi au marché américain. La Commission fait bon accueil aux discussions sur le libre-échange sectoriel qui se déroulent actuellement.

La Commission est d'avis que les avantages mutuels d'un libre-échange sectoriel ne porteront pas nécessairement atteinte à notre identité nationale, et note que le resserrement des liens économiques des pays européens depuis la création de la Communauté économique européenne n'a entraîné aucune intégration culturelle ou politique. Tout porte à croire qu'il est possible de profiter des avantages du libre-échange sans compromettre l'intégrité du Canada et son identité nationale.

La question des garanties est importante et il faudra choisir des secteurs dans lesquels le Canada occupe une position économique au moins égale afin que ses industries puissent grandir dans un environnement commercial libre. Par conséquent, le choix des secteurs dans lesquels des accords de libre-échange pourraient être conclus est un aspect sur lequel la Commission se penchera.

La grande question à laquelle doit répondre le Canada est de savoir comment il doit gérer ses affaires, compte tenu d'une intégration économique grandissante. La Commission accordera une attention toute spéciale aux options stratégiques garantissant un accès préférentiel et sûr au marché américain, et aux mécanismes de consultation propres à favoriser un examen en profondeur de l'incidence de ces options sur chaque secteur industriel.

Financement à l'exportation - Président: Ben Beneteau

Pendant l'année qui s'est écoulée, le marché international des projets d'équipement est demeuré extrêmement concurrentiel et difficile pour les fournisseurs canadiens, et l'appréciation du dollar canadien par rapport à presque toutes les autres devises sauf celle des États-Unis a aggravé la situation.

La Commission n'est pas en faveur du subventionnement de l'industrie canadienne, mais elle croit que le gouvernement doit être prêt à fournir une aide comparable à celle qu'offrent des pays concurrents dans le domaine de l'exportation. Le nombre croissant de

cas où la Société des exportations (SEE) pour l'expansion prête main-forte à des entreprises auxquelles sont offerts des crédits assortis de conditions libérales dans le cadre de projets à l'étranger, dont la valeur globale a dépassé 2 milliards de dollars l'an dernier, témoigne des efforts de la SEE pour venir en aide aux exportateurs.

Éducation et sensibilisation en matière d'exportation (Présidente: Dianne Hall)

C'est en 1983 qu'a été lancé le programme des prix d'excellence à l'exportation canadienne et que le mois d'octobre a été désigné le Mois canadien de l'exportation. Ce sont deux initiatives que la Commission a appuyées sans réserve. L'importance des exportations pour l'économie canadienne a été démontrée tout au long du Mois canadien de l'exportation au moyen d'annonces publicitaires, de suppléments dans les journaux, d'ateliers, d'expositions, de conférences et d'autres activités.

La Commission a analysé les résultats de ces activités et a recommandé que le Mois canadien de l'exportation devienne une manifestation annuelle organisée à l'automne, afin de sensibiliser le grand public à l'importance des exportations pour le Canada.

Quinze petites, moyennes et grandes entreprises ont été choisies en fonction de l'excellence de leurs résultats comme les premiers lauréats des prix d'excellence. Elles sont énumérées à l'annexe IV. Les prix ont été présentés à l'occasion du dîner annuel de l'Association canadienne d'exportation.

La Commission croit également qu'il faudrait créer un organisme chargé de distribuer périodiquement des renseignements sur les programmes et les ateliers offerts, et propose qu'un Centre d'information placé sous les auspices du Centre de recherches sur les relations commerciales internationales du Conference Board soit chargé de cette fonction de coordination. Ce centre est en voie de création et deviendra entièrement opérationnel au cours des prochains mois.

Au printemps et au début de l'été, plusieurs membres de la Commission ont donné avis et conseils à la Fondation canadienne d'éducation économique au sujet de la préparation de cours à l'intention des étudiants canadiens de niveau secondaire. Le ministère des Affaires extérieures a financé la majeure partie de ce projet. Ces cours, qui devraient être offerts à l'automne, ont pour objet d'éveiller les étudiants au rôle du Canada dans le commerce international et à l'importance des exportations pour notre économie.

La Commission a également recommandé d'inviter des représentants syndicaux à participer à certaines missions commerciales gouvernementales, aux paliers tant fédéral que provincial, afin d'assurer une meilleure représentation au sein des missions et de hausser le niveau de sensibilisation à la situation sur les marchés étrangers.

Services des délégués commerciaux (Président: Bill Rix)

Des craintes avaient été exprimées au sujet de la qualité et de l'efficacité des services offerts aux exportateurs canadiens par les délégués commerciaux depuis la réorganisation de janvier 1982, date à laquelle les responsabilités commerciales de l'ancien ministère de l'Industrie et du Commerce ont été transférées au ministère des Affaires extérieures.

L'Association canadienne d'exportation et la Chambre de commerce du Canada ont récemment sondé l'opinion de leurs membres pour savoir s'ils avaient perçu des changements dans le niveau des services. Dans l'ensemble, les résultats de ce sondage ont été rassurants. Soixante-dix pour cent des répondants ont indiqué que le service était identique, sinon meilleur depuis la réorganisation, tandis que seulement 10 % ont jugé que la qualité du service avait baissé. Il reste toutefois certains problèmes à régler. En effet, il semblerait que la circulation de l'information entre les missions et les gens d'affaires se soit détériorée et que la durée des affectations dans certaines missions "difficiles" soit trop courte pour produire des résultats positifs. D'autres analyses seront faites dans ces secteurs.

Commerce de contrepartie (Président: Grant Warner)

Après avoir été saisi d'une recommandation de la Commission sur la création d'un Centre d'information sur le commerce de contrepartie, qui serait placé sous les auspices de l'Association canadienne d'exportation appuyée par l'Association des manufacturiers canadiens, le ministère des Affaires extérieures a entrepris une analyse approfondie du commerce de contrepartie et des renseignements dont a besoin le secteur privé, dans le cadre d'un examen général de la question. Cependant, aucune suite n'a encore été donnée à cette recommandation.

Commerce des services (Président: Camille Dagenais)

La communauté internationale s'intéresse de plus en plus à ce secteur, qui pourrait revêtir une importance considérable pour les exportateurs canadiens. Par conséquent, la Commission a commencé à recenser les questions importantes pour le secteur des services, ainsi que les activités d'expansion du commerce qui existent au Canada et les obstacles au commerce des services.

La grande importance du secteur des services pour les recettes d'exportation de la Grande-Bretagne a amené nombre d'intervenants à souhaiter la libéralisation du commerce des services dans ce pays. Le commerce des services englobe un champ très vaste, et la libéralisation des échanges commerciaux soulève maintes questions tant sectorielles que non sectorielles. Même s'il ne représente pas, au Canada, une part de l'économie aussi importante que dans certains

autres pays, il n'est pas négligeable et devrait prendre plus d'importance dans les années à venir. On s'attend que des pressions soient exercées en vue d'une réduction des obstacles au commerce des services entre le Canada et les États-Unis. Il semble également probable que ce secteur fera un jour l'objet de négociations multilatérales, et les travaux préparatoires de la Commission devraient aider à définir la position du Canada.

Pêcheries de la côte atlantique (Président: Basil Blades)

À la suite de démarches faites par des membres de la Commission pour l'expansion du commerce du Nouveau-Brunswick préoccupés par l'orientation apparente de la politique fédérale sur la commercialisation des pêches, la Commission s'est penchée sur la question. En raison de l'appréciation des devises canadienne et américaine, les pêcheurs canadiens ont beaucoup de difficulté à vendre à profit leurs prises en Europe, en Amérique latine et dans les Antilles, et doivent subir la concurrence des pays européens sur le vaste marché américain. De nombreuses entreprises se heurtent actuellement à de graves difficultés financières. Étant donné le grand nombre de travailleurs de l'industrie de la pêche dans les provinces maritimes, le gouvernement se doit de fournir une aide quelconque.

L'industrie de la pêche a toujours connu des périodes difficiles, environ tous les sept ans. Ces dernières années, le gouvernement a fourni une aide minimale afin d'aider l'industrie à survivre jusqu'à ce que la situation se renverse. Il semble que l'on songe actuellement à une intervention beaucoup plus marquée du gouvernement, notamment à la création d'un office de commercialisation des fruits de mer canadiens (parfois appelé Fishagrex). La Commission s'oppose à la création de cet organisme et recommande plutôt la prestation d'une aide plus traditionnelle visant uniquement à assurer la viabilité des secteurs les plus durement touchés de l'industrie de la pêche jusqu'à ce que la situation s'améliore.

ACTIVITÉS FUTURES

Après trois années d'activité, la Commission s'est engagée dans un mode de fonctionnement qui semble tout à fait approprié dans les circonstances. Les questions qu'il fallait examiner de toute urgence au début sont maintenant largement réglées et, pendant l'année écoulée, la Commission a pu se consacrer à un nombre plus limité de questions de principe plus générales.

Ce mode de fonctionnement sera vraisemblablement maintenu au cours des prochaines années, mais il surgira sans doute des questions qui exigeront l'attention immédiate de la Commission. La création de sous-comités chargés d'examiner de grandes questions s'est révélée très satisfaisante, et ce processus se poursuivra. Chaque année, des rencontres de deux jours auront lieu, l'une dans l'Ouest et l'autre dans l'Est. Les quatre autres réunions se tiendront dans le centre du pays.

Parmi les grandes questions auxquelles la Commission devra s'intéresser pendant l'année à venir, il y a le libre-échange, la libéralisation du commerce des services, le fonds pour l'aide et le commerce international et l'utilisation de navires battant pavillon canadien pour les exportations. Chacune d'elles peut avoir une incidence considérable sur l'expansion du commerce dans les années à venir et doit faire l'objet d'un examen attentif. La Commission est également d'avis que l'année qui s'en vient pourrait être propice à un réexamen de la position du ministère du Commerce au sein de la structure organisationnelle du gouvernement fédéral, à la lumière de l'expérience vécue jusqu'à maintenant.

La Commission continue de demander l'avis de toutes les parties intéressées sur ces questions ainsi que sur d'autres problèmes liés aux exportations. On trouvera à l'annexe III la liste des mémoires présentés l'an dernier par des groupes industriels, des gouvernements provinciaux et d'autres groupes intéressés. Ces mémoires donnent à la Commission une occasion intéressante d'échanger des renseignements et des opinions, et les membres entendent poursuivre dans cette voie pendant l'année qui vient.

ANNEXE I

MANDAT DE LA COMMISSION

La Commission pour l'expansion du commerce extérieur, présidée par un membre du secteur privé, fera au gouvernement des recommandations spécifiques sur:

- i) les objectifs et les priorités des politiques en matière d'exportation;
- ii) les marchés de concentration et les stratégies de commercialisation;
- iii) les améliorations ou les modifications à apporter à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques et des programmes dans le domaine de l'expansion du commerce extérieur, surtout à la lumière des résultats commerciaux du Canada et de sa position concurrentielle à l'échelle internationale;
- iv) les besoins particuliers des petites et moyennes entreprises en ce qui touche l'aide à l'expansion des exportations;
- v) les améliorations à apporter au chapitre de la coordination et de l'uniformité des objectifs et des activités du gouvernement en matière d'expansion des exportations; et
- vi) l'affectation des ressources consacrées à l'expansion des exportations.

ANNEXE II

COMPOSITION DE LA COMMISSION
1983-1984

PRÉSIDENT

M. R.E. Hatch
9 Bayview Ridge Crescent
Willowdale (Ontario)
M2L 1E8

MEMBRES DU SECTEUR PRIVÉ

M. B. Beneteau
Vice-président du Conseil
d'administration
Northern Telecom Limitée
C.P. 458, Succ. A
33 City Centre Drive
Mississauga (Ontario)
L5A 3A2

M. B. Blades
Président
Sable Fish Products
C.P. 69
Clarks Harbour (Nouvelle-Écosse)

M. J. Buchanan
Président
Syndicat canadien des travailleurs
du papier
1151, rue Sherbrooke ouest
Montréal (Québec)
H3A 2N3

Mme S. Carr
Vice-présidente exécutive
Congrès du travail du Canada
2841 Riverside Drive
Ottawa (Ontario)
K1V 8X7

M. H. Crookell*
Directeur
Centre du commerce international
Université Western Ontario
1151 Richmond Street
London (Ontario)
N6A 3K7

M. C. Dagenais
Président du Conseil d'administration
Groupe SNC
1, Complexe Desjardins
C.P. 10, Succ. Desjardins
Montréal (Québec)
H5B 1C8

M. M. Desjardins
Président
CEGIR Inc.
2, Complexe Desjardins
C.P. 160
Montréal (Québec)
H5B 1B3

M. M. Drouin
Président du Conseil d'administration
Dominion Engineering Works Ltd.
1155, boul. Dorchester ouest
Bureau 2920
Montréal (Québec)
H3B 2L3

MEMBRES DU SECTEUR PRIVÉ (suite)

Mme D. Hall
Première vice-présidente
NOVA, société de l'Alberta
801 - 7th Avenue S.W.
C.P. 2535, Succ. M
Calgary (Alberta)
T2P 2N6

M. K. Hendrick
Président
Noranda Sales Corporation
Commerce Court West, 44e étage
C.P. 45
Toronto (Ontario)
M5L 1B6

M. Bruce I. Howe
Président et directeur général
B.C. Resources Investment
Corporation
1176 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6E 4B9

M. A.D. Lundrigan**
Président et directeur général
The Lundrigan Group Limited
C.P. 2002
Riverside Drive
Corner Brook (Terre-Neuve)
A2H 7J5

M. D. Montgomery
Secrétaire-trésorier
Congrès du travail du Canada
2841 Riverside Drive
Ottawa (Ontario)
K1V 8X7

M. J.E.M. Newall
Président et directeur général
Dupont Canada Inc.
C.P. 2000
Succ. Streetsville
6700 Century Avenue
Mississauga (Ontario)
L5M 2H3

Mme L. Nichol*
Présidente
Pirjo-Liisa Fashions Ltd.
2070 Notre-Dame Avenue
Winnipeg (Manitoba)
R3H 0J8

M. B. O'Keefe**
Président
Juniper Lumber Company
Juniper (Nouveau-Brunswick)
EOJ 1P0

M. C.N. Reimer
Directeur des travailleurs de
l'énergie et de la chimie
44-9912 106th Street
Edmonton (Alberta)
T5K 1C5

M. W. Rix, Jr.*
Président
Charlottetown Metal Products
C.P. 323
Charlottetown (I.-P.-É)
C1A 7K7

M. R.G.P. Styles
Premier vice-président exécutif
Division du commerce mondial et des
banques marchandes
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
M5J 2T5

M. G. Warner
Vice-président et directeur général
de la fabrication
General Motors of Canada Ltd.
215 William Street E.
Oshawa (Ontario)
L1G 1K7

MEMBRES DU SECTEUR PUBLIC

M. R.C. Anderson
Sous-ministre adjoint
Secteur de l'expansion du
commerce extérieur
Ministère des Affaires extérieures
Édifice Lester B. Pearson
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

Mme M. Catley-Carlson
Présidente
Agence canadienne de
développement international
Place du Centre
200, Promenade du Portage
Hull (Québec)
K1A 0G4

M. S. Cloutier
Président
Société pour l'expansion des
exportations
110, rue O'Connor
C.P. 665
Ottawa (Ontario)
K1P 5T9

M. B. Drabble
Sous-ministre associé
Ministère des Finances
Place Bell Canada
160, rue Elgin
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5

M. J.E.G. Howarth*
Président
Corporation commerciale canadienne
Tour "B", Place de Ville
17^e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 1E9

Mme S. Ostry
Sous-ministre (Commerce extérieur) et
coordonnatrice des relations
économiques extérieures
Ministère des Affaires extérieures
Édifice Lester B. Pearson
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0G2

M. G. Ritchie
Sous-ministre associé
Ministère de l'Expansion industrielle
régionale
Édifice C.D. Howe
235, rue Queen
11^e étage, aile est
Ottawa (Ontario)
K1A 0H5

* A quitté la Commission le 30 juin 1983

** A été nommé le 1^{er} septembre 1983

ANNEXE III

RENCONTRES TENUES ET MÉMOIRES REÇUS EN 1983-1984

6 et 7 septembre 1983	Regina	- Gouvernement de la Saskatchewan. - Canadian Oilfield Manufacturers' Association.
19 octobre 1983	Ottawa	
16 décembre 1983	Montréal	- COSTPRO
8 février 1984	Ottawa	- Commission pour l'expansion du commerce du Nouveau-Brunswick
12 avril 1984	Toronto	
18 et 19 juin 1984	Charlottetown	- Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard. - Association canadienne d'exportation - Overseas Canadian Project Management Planning Inc.

ANNEXE IV

LAURÉATS DES PRIX D'EXCELLENCE À L'EXPORTATION CANADIENNE EN 1983

SPAR AEROSPACE LIMITÉE

VERSATILE FARM EQUIPMENT COMPANY

CAE ELECTRONICS LIMITED

TANNEREYE LIMITED

WESTINGHOUSE CANADA

PRODUITS BELLE BAIE LIMITÉE

CANPARTS AUTOMOTIVE INTERNATIONAL LIMITED

ALCAN SMELTERS AND CHEMICALS LIMITED (SECAL)

ROCK-O-MATIC INDUSTRIES

I.S.E. INTERNATIONAL SUBMARINE ENGINEERING LIMITED

ESE LIMITED

MCCAIN FOODS LIMITED

SEABOARD LUMBER SALES

SHAVER POULTRY BREEDING FARMS LIMITED

SNC INC.

SNC INC.

SHAVER POULTRY BREEDING FARMS LIMITED

SEABOARD LUMBER SALES

MCCAIN FOODS LIMITED

ESE LIMITED

I.S.E. INTERNATIONAL SUBMARINE ENGINEERING LIMITED

ROCK-O-MATIC INDUSTRIES

ALCAN SMELTERS AND CHEMICALS LIMITED (SECAL)

CANPARTS AUTOMOTIVE INTERNATIONAL LIMITED

PRODUITS BELLE BAIE LIMITEE

WESTINGHOUSE CANADA

TANNERREYE LIMITED

CAE ELECTRONICS LIMITED

VERSATILE FARM EQUIPMENT COMPANY

SPAR AEROSPACE LIMITED

RECIPIENTS OF CANADA EXPORT AWARDS IN 1983

APPENDIX IV

APPENDIX III

MEETINGS HELD AND PRESENTATIONS RECEIVED IN 1983/84

September 6-7, 1983	Regina	- Government of Saskatchewan - Canadian Oilfield Manufacturer's Ass'n.
October 19, 1983	Ottawa	
December 16, 1983	Montreal	- Canadian Organization for the Simplification of Trade Procedures (COSTPRO)
February 8, 1984	Ottawa	- New Brunswick Trade Development Board
April 12, 1984	Toronto	
June 18-19, 1984	Charlottetown	- Government of Prince Edward Island - Canadian Export Association - Overseas Canadian Project Management Planning Inc.

PUBLIC SECTOR MEMBERS

Mr. R.C. Anderson
Assistant Deputy Minister
International Trade Development Branch
Department of External Affairs
Lester B. Pearson Building
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0G2

Mrs. M. Catley-Carlson
President
Canadian International
Development Agency
Place du Centre
200 Promenade du Portage
Hull, Quebec
K1A 0G4

Mr. G. Ritchie
Associate Deputy Minister
Department of Regional
Industrial Expansion
C.D. Howe Building
235 Queen Street
11th Floor, East Wing
Ottawa, Ontario.
K1A 0H5

Mrs. S. Ostry
Deputy Minister (International
Trade) & Co-ordinator for
International Economic Relations
Department of External Affairs
Lester B. Pearson Building
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0G2

Mr. S. Cloutier
President
Export Development Corporation
110 O'Connor Street
P.O. Box 655
Ottawa, Ontario
K1P 5T9

Mr. B. Drabble
Associate Deputy Minister
Department of Finance
Place Bell Canada
160 Elgin Street
Ottawa, Ontario
K1A 0G5

Mr. J.E.G. Howarth*
President
Canadian Commercial Corporation
Tower "B", Place de Ville
17th Floor
Ottawa, Ontario
K1A 1E9

* Retired as of June 30, 1984
** Appointed as of September 1, 1984

PRIVATE SECTOR MEMBERS (Cont'd)

Ms. D. Hall
Senior Vice President
NOVA, An Alberta Corporation
801 - 7th Avenue S.W.
P.O. Box 2535, Postal Stn. M
Calgary, Alberta
T2P 2N6

Mr. K. Hendrick
President
Noranda Sales Corporation
Commerce Court West, 44th Floor
P.O. Box 45
Toronto, Ontario
M5L 1B6

Mr. Bruce I. Howe
President & Chief Executive Officer
B.C. Resources Investment Corporation
1176 West Georgia Street
Vancouver, British Columbia
V6E 4B9

Mr. A.D. Lundrigan**
Chairman & Chief Executive Officer
The Lundrigan Group Limited
P.O. Box 2002
Riverside Drive
Corner Brook, Newfoundland
A2H 7J5

Mr. D. Montgomery
Secretary - Treasurer
Canadian Labour Congress
2841 Riverside Drive
Ottawa, Ontario
K1V 8X7

Mr. J.E.M. Newall
President & Chief Executive Officer
Dupont Canada Inc.
P.O. Box 2200
Streetsville Postal Station
6700 Century Avenue
Mississauga, Ontario
L5M 2H3

Mr. C.N. Reimer
National Director
Energy & Chemical Workers Union
44-9912 106th Street
Edmonton, Alberta
T5K 1C5

Mr. W. Rix, Jr.*
President
Charlottetown Metal Products
P.O. Box 323
Charlottetown, P.E.I.
C1A 7K7

Mr. R.G.P. Styles
Senior Executive Vice President
International and Corporate Banking
The Royal Bank of Canada
Royal Bank Plaza
Toronto, Ontario
M5J 2T5

Mr. G. Warner
Vice President &
General Manufacturing Manager
General Motors of Canada Ltd.
215 William Street E.
Oshawa, Ontario
L1G 1K7

Mrs. L. Nichol*
President
Pirjo-Litisa Fashions Ltd.
2070 Notre Dame Avenue
Winnipeg, Manitoba
R3H 0J8

Mr. B. O'Keefe**
President
Juniper Lumber Company
Juniper, New Brunswick
E0J 1P0

Toronto, Ontario

APPENDIX II

MEMBERSHIP OF THE EXPORT TRADE DEVELOPMENT BOARD, 1983/84

CHAIRMAN

Mr. R.E. Hatch
9 Bayview Ridge Crescent
Willowdale, Ontario
M2L 1E8

PRIVATE SECTOR MEMBERS

Mr. B. Beneteau
Vice Chairman of the Board
Northern Telecom Limited
P.O. Box 458, Station A
33 City Centre Drive
Mississauga, Ontario
L5A 3A2

Mr. B. Blades
President
Sable Fish Products
P.O. Box 69
Clarks Harbour, Nova Scotia

Mr. J. Buchanan
President
Canadian Paperworker's Union
1155 Sherbrooke Street W.
Montreal, Quebec
H3A 2N3

Mrs. S. Carr
Executive Vice President
Canadian Labour Congress
2841 Riverside Drive
Ottawa, Ontario
K1V 8X7

Mr. M. Drouin
Chairman of the Board
Dominion Engineering Works Ltd.
1155 Dorchester Blvd. W.
Suite 2920
Montreal, Quebec
H3B 2L3

Mr. M. Desjardins
President
CEGIR Inc.
2 Complexe Desjardins
P.O. Box 160
Montreal, Quebec
H5B 1B3

Mr. C. Dagenais
Chairman of the Board
The SNC Group
1 Complexe Desjardins
P.O. Box 10, Desjardins Postal Stn.
Montreal, Quebec
H5B 1C8

Dr. H. Crookell*
Director
Centre for International Business
University of Western Ontario
1151 Richmond Street
London, Ontario
N6A 3K7

APPENDIX I

MANDATE OF THE EXPORT TRADE DEVELOPMENT BOARD

- The Export Trade Development Board, chaired by a private sector member, will make specific recommendations to the Government on:
- i) objectives and priorities for overall export policy;
 - ii) markets of concentration and marketing strategies;
 - iii) improvements or changes in the design and implementation of export trade policies and programs, particularly in light of Canada's trade performance and international competitive position;
 - iv) the particular needs of small and medium-sized businesses with respect to export trade development support;
 - v) improvements in the co-ordination and coherence of government-wide export development objectives and activities; and
 - vi) the allocation of export development resources.

FUTURE ACTIVITIES

After three years, the method of operation of the Board has evolved into a process which appears to be most appropriate for present conditions. The backlog of urgent topics that required prompt attention during the initial period has now been largely dealt with, and during the past year the Board has been able to focus its attention on a more limited number of broader policy issues.

It is expected that this method of operation will continue to be utilized in the coming years, although there will undoubtedly be specific situations which will require immediate attention. The use of sub-committees to address major topics has proven most satisfactory, and this process will be continued. Two day meetings will be held annually in the West and in the East, with the remaining four meetings taking place in a central location.

Important subjects which will be the focus of considerable attention in the coming year include sectoral free trade, liberalization of trade-in-services, the proposed Aid-Trade Fund and the use of Canadian flag vessels for exports. Each of these has the potential of making a significant impact on future trade development, and requires careful study. The Board also considers the coming year to be an appropriate time to re-examine the position of the Trade Ministry within the overall government organizational framework, now that some experience has been gained with the present structure.

The Board continues to seek input from all interested parties on these and any other export related subjects. Presentations by industry groups, provincial governments and others during the last year are listed in Appendix III. Such presentations provide a valuable opportunity for the exchange of information and opinions, and members look forward to a continuation of this process during the coming year.

Historically, the fishing industry has experienced similar depressed periods on about a seven-year cycle. In recent times minimal government assistance designed to help the industry survive until the cycle reverses, has been provided at the lowest cost to taxpayers. It now appears that considerable government involvement may be contemplated, including the establishment of a Canadian Seafood Marketing Board (sometimes referred to as Fishagrex). The Board is opposed to the formation of any such organization, and recommends instead the provision of assistance along more traditional lines, intended only to maintain the viability of the most severely affected portions of the fishing industry until the market conditions improve.

Countertrade (Chairman: Grant Warner)

The Board had earlier recommended the establishment of a Countertrade Information Centre under the auspices of the Canadian Export Association and with the support of the Canadian Manufacturers Association. As a result of this, the Department of External Affairs has commenced a detailed evaluation of countertrade and the information requirements of the private sector within the framework of a broad policy review of the subject. At this time, therefore, no action has been taken on this recommendation.

Trade-in-services (Chairman: Camille Dagenais)

There is an emerging international interest in this area, which is of considerable potential importance for Canadian exports. Consequently the Board has begun to identify areas of importance for the service sector, existing Canadian trade development activity, and barriers to trade-in-services.

The major importance of the service sector to British export earnings has caused considerable emphasis on the desirability of liberalization of trade-in-services in that country. Services cover a broad range of items, and liberalization raises a number of issues, both sectoral and non-sectoral. Although trade-in-services does not represent as large a part of the economy in Canada as it does in certain other countries it is, nevertheless, a significant subject and one which is expected to become more important in the future. It is expected that pressures will build for lower barriers on services between the U.S. and Canada. It appears likely that this area will also eventually become the subject of multilateral negotiations, and the current preparatory work by the Board should be useful in helping to establish a Canadian position.

East Coast Fisheries (Chairman: Basil Blades)

Following representation by members of the New Brunswick Trade Development Board regarding their concerns over the apparent direction of federal policy with respect to fish marketing, the Board has examined this subject. The increase in relative value of the United States and Canadian currencies has made it much more difficult to market Canadian fish profitably in Europe, Latin America and the Caribbean, while resulting in increased competition from European countries in the large United States market. As a result, many companies are experiencing serious financial difficulties. The large number of people employed by the fishing industry in the maritime provinces justifies some kind of government assistance.

Fifteen companies, ranging in size from small to large, were selected as the first recipients of Export Awards, based on their recent excellent performance. The Awards were presented at the annual meeting of the Canadian Export Association. Award winners are listed in Appendix IV.

The Board also feels that a clearing house is needed to disseminate information on programs and seminars on a regular basis, and suggested that an Information Centre under the auspices of the International Business Research Centre of the Conference Board of Canada could undertake this co-ordinating function. The Centre is now in the process of being established and will be fully operational within the next few months.

During the spring and early summer several members of the Board gave support and advice to the Canadian Foundation for Economic Education in respect to the preparation of course material for use at the high school level in Canada. Major funding for this project was provided by the Department of External Affairs. The course material, expected to be available this fall, is intended to introduce students to Canada's role in international trade and the importance exports play in our economy.

Another recommendation by the Board was to include labour representatives in appropriate government trade missions, both at the federal and provincial level, in order to broaden the representation on missions and enhance the level of awareness of the situation in export markets.

Trade Commissioner Services (Chairman: Bill Rix)

Concerns had been raised as to whether the quality and effectiveness of the services provided by Trade Commissioners to Canadian exporters had changed since the reorganization in January 1982, which moved trade responsibilities from the former department of Industry, Trade and Commerce to External Affairs.

Recently, the Canadian Export Association and the Canadian Chamber of Commerce jointly polled their members to determine perceptions of changes in the level of service. In general terms the results of this survey were reassuring. Seventy percent of those replying said that the service was the same or better since integration, while only ten percent believed that the level of service had declined. However, some problems remain. There are indications of deterioration in information flows from the posts to the business community, and the length of postings in certain "hardship" locations remains too short for effective results. Further investigations will be made in these areas.

of the European Economic Community have caused no cultural or political integration. All the available evidence suggests that the benefits of free trade can be obtained without compromising the integrity of the country and the national identity.

The question of safeguards is an important issue and will require the selection of sectors where Canada has at least an equal economic position to allow its industries the opportunity to grow in a free-trade environment. Consequently the selection of sectors for potential free-trade arrangements is an aspect which the Board will be considering.

The key issue for Canada is how it can best manage its affairs within the framework of increasing economic integration. The Board will pay particular attention to strategic options for securing dependable and preferential access to the U.S. market, and appropriate consultative mechanisms to provide a thorough examination of the impact of these options on each industry sector.

Export Financing (Chairman: Ben BenetEAU)

The international capital projects market has continued to be intensely competitive and difficult for Canadian suppliers during the last year, compounded by the appreciation of our dollar against almost all other countries except that of the U.S.

While the Board is not in favour of subsidization of domestic industry it feels that in export markets the government must be prepared to provide assistance comparable to that offered by competing countries. The increasing number of instances in which the Export Development Corporation (EDC) has supported companies facing concessional financing offers on overseas projects, which in aggregate exceeded \$2 billion last year, is noted as a positive indication of EDC's efforts to help exporters.

Export Education and Awareness (Chairman: Dianne Hall)

Last year saw the inauguration of the Canada Export Awards Program and the designation of the month of October as Canada Export Trade Month, both developments which were wholeheartedly endorsed by the Board. The importance of exports to the Canadian economy was promoted during Canada Export Trade Month by means of advertising, newspaper supplements, seminars, displays, conferences and other activities.

The results of these activities were reviewed, and the Board has recommended that Canada Export Trade Month become an annual event to be held in the fall, in order to improve the general awareness of the importance of exports to Canada.

A review of existing information resulted in the identification of four major areas to be examined in depth.

- The flow of information regarding projects to be funded by the international financial institutions, to ensure that qualified Canadian companies have the opportunity to bid.
- Co-financing: This is a relatively recent development whereby major projects are partly funded by international financial institutions and partly from other sources, and which now amounts to approximately half of the value of multilateral development bank projects. To the extent that eligibility for the co-financed portion of the project is restricted, this provides a clear advantage to eligible companies and erects a major barrier to non-eligible firms.
- Insurance and Credit: Other countries provide a variety of export insurance risk coverage which changes from time to time. It is important to remain informed on the current status of these programs and their competitive impact.
- Taxation: In addition to the major comparative study discussed previously, it is useful to have a source of information regarding specific programs such as the DISC (Domestic International Sales Corporation) scheme in the United States, and the VAT (Value Added Tax) rebate scheme in France and Germany in order to assess their impact on competitors' costs.

Recognizing the importance of these areas, and in view of the overlap with the work of other committees, it has been decided to deal with them in the appropriate sector studies rather than as a separate subject.

Canada/U.S. Free Trade (Chairman: Bruce Howe)

Although existing GATT agreements will result in the gradual reduction of tariffs on many products in the years ahead, the recent difficult economic conditions have led to an increase in protectionism, especially through the implementation of non-tariff barriers. As a result, Canadian companies are exposed to fierce international competition without the benefit of free access to a large assured market as enjoyed by our major competitors. This drawback can be overcome by increased access to the U.S. market on an assured basis, and the Board welcomes the discussions on sectoral free trade which are now in progress.

The Board considers that the mutual benefits of sectoral free trade need carry no threat to the national identity, noting that the closer economic ties that have developed in Europe since the formation

Aid Trade Relationships (Chairman: Max Drouin)

The Board welcomed the announcement in the March Budget that up to half of the planned growth in Canada's official development assistance will be allocated to an Aid-Trade Fund which will be used to support an expanded role for companies exporting to or operating in developing countries. This is viewed as a very positive step to increase aid, and at the same time, enlarge exports and so create more jobs in Canada.

The Board supports this objective very strongly. It intends to consult with other representatives of the private sector, including both labour and management, in order to develop recommendations regarding implementation and including the role that might be played by the Export Development Corporation in this regard. In general, the Board feels that this is an important move to assist economic development in third world countries. It believes that the fund should be focussed on areas where Canadian equipment, services and commodities meet real needs which cannot be supplied from local resources.

The Board noted with approval the recent formation within the Canadian International Development Agency (CIDA) of a Business Co-operation Branch to provide a more effective interface with the business community by providing a focal point for policy development on such issues as the Aid-Trade Fund, liaison functions and the industrial co-operation program. These developments follow closely Canada's aid program.

The Board has been concerned for some time that the procurement record of Canadian firms with the international financial institutions (IFIs), such as the World Bank and Asian Development Bank, has been low in relation to the funding provided these institutions. Recent studies show that Canada placed between 7th and 12th in procurement obtained, while this country's contribution levels ranged from 2nd to 7th. Canada's ratio of procurement to contribution averaged only 66 cents on the dollar, while most competitor countries in Europe and Japan, achieved ratios of between \$3.46 and \$2.04 respectively. The reasons for such relatively poor performance by Canadian firms are being investigated to determine if changes to this country's method of contribution (e.g., more co-financing of projects with CIDA funds) and staffing with the international institutions could result in improvements in Canada's IFI procurement performance.

Programs and Services of Competitor Countries (Chairman: Marcel Desjardins)

The need for Canadian companies to be supported in export markets by government programs and services that are competitive with those offered by governments of other developed economies is generally accepted. The degree to which this occurs has been the subject of study during the last year.

ISSUES OF IMPORTANCE TO EXPORTERS

Among the many topics investigated by the Board during the last year, the following were considered to be of sufficient importance with respect to export trade to warrant the formation of sub-committees to carry out detailed investigations.

Tax Measures Affecting Export Business (Chairman: Ted Newall)

As reported previously, the Board recognized early in its existence that our exports are affected by the level and type of taxes imposed in Canada, relative to those levied on competitors in other countries. The Board recommended that the Department of Finance sponsor a thorough study of this important issue by an independent research organization. Subsequently, the International Business Research Centre of the Conference Board of Canada was selected, and this process began in September last year.

The initial phase, which is expected to take about 18 months to complete, consists of a detailed examination of a number of specific industry sectors. Within each sector the tax treatment of companies in Canada and in a selected list of major competing countries will be compared. For this phase a firm of public accountants has been retained to gather international tax data and provide assistance in analyzing the tax simulation of the project.

The chemical sector has been chosen as the focus of the first industrial study, and polyethylene was selected as the representative product of the industry. Four other sectors chosen for intensive study are forest products, steel, machinery and telecommunications. Information and data gathering, model development and simulation analysis is now in the final stages for the chemical sector and completion of this study is expected shortly. Work has also just started on the steel and forest product sectors.

Following completion of this first phase, the second phase will examine the effect on sectoral export performance of possible changes in the Canadian tax regime. This will require examining the Canadian economy as an integrated system however, rather than as a series of individual sectors. Phase II is expected to take about a year to complete.

Once the results of the work by the Conference Board become available, this Board will be making policy recommendations designed to overcome any deficiencies that are revealed in the Canadian tax system as it bears on our export competitiveness.

Figures for the first 6 months of 1984 show a trade surplus of \$9.9 billion on a balance of trade basis, and it is possible that the surplus could reach \$20 billion for the year. This increase over 1983 is the result of a combination of lower imports as the Canadian economy slows down. Thus, higher exports, while encouraging, cannot be viewed as entirely positive.

The increase in exports of motor vehicles, engines and parts in 1983 was the result of the strong growth of the United States economy, and the automotive trade pact between the two countries which provides for free trade in this sector as long as certain conditions are met by the automobile manufacturers. Had either of these factors not been present last year and automotive exports had not increased, Canadian export trade would have grown by only \$1.7 billion or 2.0%, rather than the \$6.5 billion and 7.6% increase that was actually achieved.

Two conclusions can be drawn. First, it is clear that this country's dependence on the United States as a customer for its products is increasing, despite efforts to diversify our sales over the years. Given our geographic proximity to the United States, and the recent changes in currency values which have made Canadian goods more expensive in almost all other countries, such a dependency may be inevitable, but does require reassessment from time to time to determine if other options are available. Secondly, the very positive impact of the free trade arrangement in the automobile sector provides strong support for a move towards expanded free trade arrangements with the United States in other sectors, and also with other countries where potential benefits can be identified for both parties.

Although the merchandise balance of trade remained strongly positive in 1983, imports increased somewhat more than exports. This reflects in the economic recovery in this country, resulting in a decline in the total merchandise balance of trade from \$16.6 billion in 1982 to \$15.4 billion in 1983.

Balance of Trade

		(\$ billions)	
		1982	1983
U.S.	9.8	12.2	2.4
E.E.C.	1.8	0.9	(0.9)
Japan	1.1	0.4	(0.7)
Other Countries	3.9	1.9	(2.0)
TOTAL	16.6	15.4	(1.2)
		Change	

The substantial increase in the surplus with the United States was more than offset by declines in other areas, although it is noteworthy that the merchandise balance remained positive with both Japan and the European Economic Community.

Total Exports
(\$ billions)

	1982	1983	Change
U.S.	57.7	66.3	8.6
E.E.C.	7.5	6.8	(0.7)
Japan	4.6	4.8	0.2
Other Countries	14.7	13.1	(1.6)
TOTAL	84.5	91.0	6.5

These changes reflect the strong demand for automobiles in the United States, and the effect of currency movements which saw the Canadian dollar strengthening against most other currencies during 1983, while remaining relatively constant against the U.S. dollar. As a result, the proportion of total exports to the United States increased from 68.2% in 1982 to 72.9% in 1983, an historically high figure and significantly above the average of approximately 67% for the past 15 years. Excluding sales to the United States, exports to all other countries declined by \$2.1 billion in 1983.

On a sectoral basis, most of the growth in exports occurred in Transportation and Communications Equipment (preponderantly in motor vehicles). Fabricated Materials, Inedible also increased significantly, with the largest gain in this sector coming from lumber exports. Exports of Machinery and Crude Materials, Inedible declined in 1983, with a significant part of the decrease in the latter category resulting from lower natural gas sales to the United States.

(\$ billions)

Total Exports

	1982	1983	Change
Transport & Communications	22.0	26.3	4.3
Fabricated Materials, Inedible	28.2	30.3	2.1
Machinery	2.9	2.7	(0.2)
Crude Materials, Inedible	14.8	14.4	(0.4)
Food, Feed, Beverages & Tobacco	9.9	10.1	0.2
Other	6.6	7.1	0.4
TOTAL	84.5	91.0	6.5

CANADA'S EXPORT PERFORMANCE

Nineteen eighty-three was an improved year for world trade. Its value increased by 2% as the global economy started to climb out of the recession, which had caused an actual decline in the value of trade in 1982. This country's export performance outpaced the world average in 1983, as Canadian exports increased by 7.6% on a customs basis. While still below the growth rates achieved in the late 1970s and early 1980s, this was a substantial improvement over the 0.9% increase recorded in 1982. As a result, Canada's exports increased to 3.9% of total world trade, continuing the recovery from the low point of 3.2% reached in 1980.

It will be difficult to maintain such a large surplus in the years ahead, and any reduction would place further pressure on the exchange rate. This could lead to higher interest rates which would impact adversely on our export competitiveness in the future.

Canada's Merchandise Exports

Canadian Exports as % of World Trade	% Change	Total Exports (\$ billions)	
		1979	1983
3.4	23.4	65.6	44.3
3.2	16.0	76.2	55.8
3.6	10.0	83.8	2.7
3.7	0.9	84.5	25.9
3.9	7.6	91.0	
		1981	
		1982	
		1983	
		6 mo. 1983	
		6 mo. 1984	

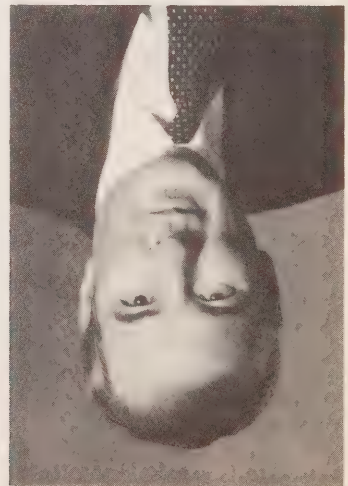
On a geographic basis, between 1982 and 1983 Canadian exports increased substantially to the United States, increased marginally to Japan, and decreased to the European Economic Community and other areas.

substantial contribution. The latter two were also previously members of the Export Promotion Review Committee, whose work led to the formation of the Export Trade Development Board.

In my Report last year I noted that the trade portfolio had proved especially challenging to ministers, having had five incumbents in five years. This record has been maintained with the departure of Mr. Regan and Mr. Fox and the appointment of Mr. Kelleher. While this rate of turnover has the advantage of placing ministers who understand the importance of trade to this country, and have had some exposure to the complexities of the situation in other portfolios, there are nevertheless disadvantages to such a rapid turnover and I believe that, on balance, a longer tenure would be desirable.

The world economy is now recovering from the serious recession the impact of which was felt in all countries, but serious economic and financial difficulties remain. Many developing countries are burdened with heavy debt loads, and correspondingly high interest costs which seriously restrict their ability to purchase from others. While the Canadian currency has fallen in value in relation to the U.S. dollar, it has appreciated against most other currencies, making Canadian goods less competitive on world markets. Our exporters face intensified competition from other producers whose costs are now relatively lower, and who may receive considerable government support in one form or another. Faced with this situation we must intensify our efforts. The growth in our exports during the last eighteen months in the face of these difficulties is encouraging, but much remains to be done to secure our position. Both private and public sector participants must do their full part if we are to continue to increase our national standard of living through increased exports. Members of the Export Trade Development Board remain dedicated to this goal.





CHAIRMAN'S STATEMENT

During the past year the emphasis in the work of the Export Trade Development Board has been on its role as a source of advice to the Minister for International Trade, and on consultation with officials and monitoring of government activities that relate to export trade matters. This has involved a definite shift in focus from the activities of the first two years of the Board's operation, when priority was given to dealing with specific items that required immediate attention.

While it may be more difficult to identify significant topics where the Board has had a major impact on government decisions, as a result of this change from "fire fighting" to a more planned method of operation, in fact the contribution to the decision making process may have been greater.

The change has also led to an expanded role for sub-committees which have been formed to do the detailed work on each major subject. The chairman and members of these sub-committees have in each case taken on a considerable added workload, especially as the Board operates with the assistance of only a small, part-time secretariat from the International Trade Development Branch of the Department of External Affairs. This enables the Board to function at a minimal cost in public funds, but does require considerable effort on the part of members. Their names are listed in Appendix II, and I wish to acknowledge the efforts that each has put into this important work.

In order to prevent participation from becoming too onerous, membership is rotational, after three years of service on the average. Retiring this year are Lissa Nichol, Harold Crookell and Billy Rix, who have each served a full three-year term and have each made a



October 1, 1984

The Honourable James Francis Killeher, P.C., M.P.
Minister for International Trade
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Mr. Killeher:

I take pleasure in presenting herewith the Third Annual Report of
the Export Trade Development Board covering the period commencing
September 1983.

Yours sincerely,

Roger E. Hatch
Chairman

1984

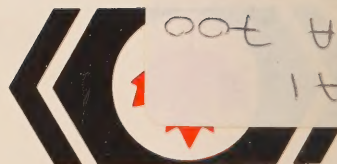
EXPORT TRADE DEVELOPMENT BOARD
ANNUAL REPORT

ANNUAL REPORT 1984



Export Trade Development Board
Commission pour l'expansion du
commerce extérieur

Gouvernement
Publications



CAI
EA 700
-E87

